



PORTANT FERMETURE TEMPORAIRE DES TERRAINS ENHERBÉS DU CHAMP COURTIN ET DE LA JANAIE POUR CAUSE D'INTEMPÉRIES

N°2026-52

Le Maire de la Ville de MELESSE,

Vu le code Pénal ;

Vu la loi n°83-213 du 2 mars 1982 relative aux droits des libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2212-2 ;

Considérant qu'en raison d'intempéries et le placement en vigilance jaune du Département d'Ille-et-Vilaine par la Préfecture, il est nécessaire de fermer temporairement l'ensemble des terrains enherbés de la commune de Melesse afin de préserver leur bon état ;

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 : Les terrains A et B et C du Champ Courtin ainsi que le terrain de rugby de la Janaie situés sur la commune de Melesse seront temporairement fermés du mardi 10 février à 8h30 au lundi 16 février 2026 à 8h30 ;

ARTICLE 2 : Le terrain de la Janaie reste exceptionnellement accessible ce jeudi soir 12 février 2026 et le terrain du Champ Courtin pour les créneaux de dimanche 15 février 2026 à partir de 11h pour l'équipe sénior de l'association Rugby Club ;

ARTICLE 2 : Des panneaux matérialisant les fermetures de ces lieux seront mis en place par les Services Techniques de la commune de Melesse ;

ARTICLE 3 : La Directrice Générale des Services, le Responsable des Services Techniques et la Police Municipale de la Mairie de Melesse sont chargés de l'exécution du présent arrêté ;

ARTICLE 4 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Betton,
- Services Techniques et Police Municipale de la Mairie de Melesse.

Information à lire attentivement.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous désirez contester le présent acte, vous pouvez saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de l'acte attaqué. Celui-ci peut être déposé via l'application Télérecours citoyens accessible sur le site internet www.telerecours.fr

Vous pouvez également saisir le Maire d'un recours gracieux.

Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (au terme d'un délai de 2 mois, le silence du Maire vaut rejet implicite, ouvrant droit à un nouveau délai de recours contentieux de deux mois).

Le 09 février 2026

**Le Maire,
Claude JAOUEN**



Affiché le

**Le Maire,
Claude JAOUEN**

